

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/13

18 décembre 1997

(97-5552)

Comité de l'évaluation en douane

TROISIEME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN OEUVRE ET DU
FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LA MISE EN OEUVRE
DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GENERAL SUR LES
TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Document de travail de base établi par le Secrétariat

L'article 23 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce prévoit que "le Comité procédera chaque année à un examen de la mise en oeuvre et du fonctionnement du présent accord, en tenant compte de ses objectifs".

Les grands objectifs de l'Accord sont énumérés dans l'introduction générale. L'examen annuel effectué par le Comité devrait porter sur la mise en oeuvre et le fonctionnement de l'Accord au vu des objectifs et des obligations précises qui y sont énoncés.

A sa réunion du 23 octobre 1997, le Comité a procédé au troisième examen annuel en se fondant sur le document G/VAL/W/22. Le présent document tient compte des points soulevés lors de cet examen ainsi que des travaux effectués par le Comité à cette réunion.

Les renseignements figurant ci-après couvrent la période du 1er janvier au 31 décembre 1997.

Le présent document traite des questions suivantes:

	<u>Page</u>
I. Membres, application différée, réserves et statut d'observateur	3
II. Bureau du Comité de l'évaluation en douane de l'OMC	7
III. Réunions du Comité	7
IV. Législations nationales présentées	7
V. Modifications, interprétations et rectifications du texte de l'Accord	9
VI. Autres décisions prises par le Comité	9
VII. Assistance technique	9
VIII. Rapport du Comité technique de l'évaluation en douane	10
IX. Consultations et règlement des différends	10
X. Rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises	10

I. MEMBRES, APPLICATION DIFFEREE, RESERVES ET STATUT D'OBSERVATEUR

a) Membres (132)

Afrique du Sud	Ghana	Ouganda
Allemagne	Grèce	Pakistan
Angola	Grenade	Panama
Antigua-et-Barbuda	Guatemala	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Argentine	Guinée, Rép. de	Paraguay
Australie	Guinée-Bissau	Pays-Bas
Autriche	Guyana	Pérou
Bahreïn	Haïti	Philippines
Bangladesh	Honduras	Pologne
Barbade	Hong Kong, Chine	Portugal
Belgique	Hongrie	Qatar
Bélize	Iles Salomon	République centrafricaine
Bénin	Inde	République démocratique du Congo
Bolivie	Indonésie	République dominicaine
Botswana	Irlande	République slovaque
Brésil	Islande	République tchèque
Brunéi Darussalam	Israël	Roumanie
Bulgarie	Italie	Royaume-Uni
Burkina Faso	Jamaïque	Rwanda
Burundi	Japon	Saint-Kitts-et-Nevis
Cameroun	Kenya	Saint-Vincent-et les Grenadines
Canada	Koweït	Sainte-Lucie
Chili	Lesotho	Sénégal
Chypre	Liechtenstein	Sierra Leone
Colombie	Luxembourg	Singapour
Communautés européennes	Macao	Slovénie
Congo	Madagascar	Sri Lanka
Corée	Malaisie	Suède
Costa Rica	Malawi	Suisse
Côte d'Ivoire	Maldives	Suriname
Cuba	Mali	Swaziland
Danemark	Malte	Tanzanie
Djibouti	Maroc	Tchad
Dominique	Maurice	Thaïlande
Egypte	Mauritanie	Togo
El Salvador	Mexique	Trinité-et-Tobago
Emirats arabes unis	Mongolie	Tunisie
Equateur	Mozambique	Turquie
Espagne	Myanmar	Uruguay
Etats-Unis	Namibie	Venezuela
Fidji	Nicaragua	Zambie
Finlande	Niger	Zimbabwe
France	Nigéria	
Gabon	Norvège	
Gambie	Nouvelle-Zélande	

b) Application différée et réserves

Les dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres ont été invoquées comme suit:

i) Article 20:1 (application différée des dispositions de l'Accord) (51)

Bahreïn	Madagascar
Bangladesh	Malaisie
Bolivie	Mali
Brunéi Darussalam	Malte
Burkina Faso	Maroc ¹
Burundi	Maurice
Cameroun	Mauritanie
Chili	Myanmar
Colombie	Nicaragua
Costa Rica	Nigéria
Côte d'Ivoire	Ouganda
Cuba	Pakistan
Djibouti	Paraguay
Egypte	Pérou ¹
El Salvador	Philippines
Emirats arabes unis	République centrafricaine
Equateur	République dominicaine
Gabon	Sénégal
Ghana	Sri Lanka
Guatemala	Thaïlande
Honduras	Togo
Indonésie	Tunisie
Israël	Uruguay
Jamaïque	Venezuela
Kenya	Zambie
Koweït	

¹Les dispositions spéciales auxquelles pouvaient recourir les pays en développement Parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 pourront encore être invoquées au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane par les pays en développement Membres concernés (WT/L/38).

ii) Article 20:2 (application différée de la méthode de la valeur calculée) (49)

Bahreïn	Malaisie
Bangladesh	Mali
Bolivie	Malte
Brunéi Darussalam	Maroc ¹
Burkina Faso	Mauritanie
Burundi	Mexique ¹
Cameroun	Myanmar
Chili	Nicaragua
Colombie	Nigéria
Costa Rica	Pakistan
Côte d'Ivoire	Pérou ¹
Djibouti	Philippines
Egypte	République dominicaine
El Salvador	Sénégal
Emirats arabes unis	Singapour
Equateur	Sri Lanka
Gabon	Tanzanie
Guatemala	Thaïlande
Honduras	Togo
Indonésie	Tunisie
Israël	Turquie ¹
Jamaïque	Uruguay
Kenya	Venezuela
Koweït	Zambie
Madagascar	

iii) Annexe III, paragraphe 2 (réserve concernant les valeurs minimales) (31)

Bahreïn	Myanmar
Bangladesh	Ouganda
Burkina Faso	Pakistan
Chili	Paraguay
Colombie	Pérou ¹
Côte d'Ivoire	Philippines
Djibouti	République dominicaine
Gabon	Singapour
Guatemala	Sri Lanka
Indonésie	Thaïlande
Jamaïque	Togo
Kenya	Tunisie
Madagascar	Uruguay
Malaisie	Venezuela
Malte	Zambie
Mauritanie	

¹Les dispositions spéciales auxquelles pouvaient recourir les pays en développement Parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 pourront encore être invoquées au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane par les pays en développement Membres concernés (WT/L/38).

iv) Annexe III, paragraphe 3 (réserve concernant l'inversion de l'ordre d'application des articles 5 et 6) (47)

Argentine ¹	Gabon	Ouganda
Bahreïn	Guatemala	Pakistan
Bangladesh	Honduras	Pérou ¹
Brésil ¹	Inde ¹	Philippines
Brunéi Darussalam	Indonésie	République dominicaine
Burkina Faso	Israël	Singapour
Cameroun	Jamaïque	Sri Lanka
Chili	Kenya	Thaïlande
Colombie	Madagascar	Togo
Costa Rica	Malaisie	Tunisie
Côte d'Ivoire	Malawi ¹	Turquie ¹
Djibouti	Malte	Uruguay
Egypte	Maroc ¹	Venezuela
El Salvador	Mexique ¹	Zambie
Emirats arabes unis	Myanmar	Zimbabwe ¹
Equateur	Nicaragua	

v) Annexe III, paragraphe 4 (réserve concernant l'application de l'article 5:2, que l'importateur le demande ou non) (45)

Argentine ¹	Gabon	Nigéria
Bahreïn	Guatemala	Pakistan
Bangladesh	Honduras	Pérou ¹
Brésil ¹	Inde ¹	Philippines
Brunéi Darussalam	Indonésie	République dominicaine
Burkina Faso	Israël	Singapour
Cameroun	Jamaïque	Sri Lanka
Chili	Kenya	Thaïlande
Colombie	Madagascar	Togo
Costa Rica	Malaisie	Tunisie
Côte d'Ivoire	Malte	Turquie ¹
Djibouti	Maroc ¹	Uruguay
Egypte	Mexique ¹	Venezuela
El Salvador	Myanmar	Zambie
Equateur	Nicaragua	Zimbabwe ¹

¹Les dispositions spéciales auxquelles pouvaient recourir les pays en développement Parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 pourront encore être invoquées au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane par les pays en développement Membres concernés (WT/L/38).

c) Gouvernements ayant le statut d'observateur (32)

Albanie	Ethiopie	Oman
Algérie	Ex-République yougoslave	Ouzbékistan
Andorre	de Macédoine	République kirghize
Arabie saoudite	Fédération de Russie	Saint-Siège
Arménie	Géorgie	Seychelles
Azerbaïdjan	Jordanie	Soudan
Bélarus	Kazakstan	Taipei chinois
Cambodge	Lettonie	Tonga
Chine	Lituanie	Ukraine
Croatie	Moldova	Vanuatu
Estonie	Népal	Viet Nam

d) Organisations internationales ayant le statut d'observateur (6)²

Organisation mondiale des douanes
Banque mondiale
FMI
CNUCED
ACP
BID

II. BUREAU DU COMITE DE L'EVALUATION EN DOUANE DE L'OMC

Président: M. Tullio di Pietro (Italie)
Vice-Président: M. Ernesto de La Guardia (Argentine)

III. REUNIONS DU COMITE

Pendant la période considérée, le Comité a tenu deux réunions, les 25 avril 1997 et 23 octobre 1997. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/VAL/M/5 et G/VAL/M/6, respectivement.

IV. LEGISLATIONS NATIONALES PRESENTEES

i) Textes des législations nationales

L'article 22 de l'Accord prévoit que chaque Membre informera le Comité de toute modification apportée à ses lois et règlements en rapport avec les dispositions de l'Accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements. A sa première réunion, le Comité a défini des procédures pour la notification des législations nationales (G/VAL/M/1, paragraphes 29 à 35, 71 et 72).

²Ces organisations ont désormais le statut d'observateur officiel, à la suite de l'Accord intervenu au Comité (G/VAL/M/5) et des accords entre la Banque mondiale et le FMI et l'OMC (WT/L/195).

Pendant la période considérée, les communications et les textes ci-après ont été présentés au Comité:

Argentine	G/VAL/N/1/ARG/1
Bulgarie	G/VAL/N/1/BGR/1
Canada	G/VAL/N/1/CAN/2
Fidji	G/VAL/N/1/FJI/1
Islande	G/VAL/N/1/ISL/1
Liechtenstein	G/VAL/N/1/LIE/1
Singapour	G/VAL/N/1/SGP/1

ii) Liste de questions

A sa première réunion, le Comité a arrêté des procédures concernant la liste de questions (G/VAL/M/1, paragraphes 36 à 39).

Pendant la période considérée, les communications ci-après ont été présentées:

Fidji	G/VAL/N/2/FJI/1
Singapour	G/VAL/N/2/SGP/1

iii) Examen des législations nationales

A sa réunion du 25 avril 1997, le Comité a poursuivi son examen des différentes communications et des législations adoptées pour la mise en oeuvre de l'Accord. Le Comité est convenu de conclure l'examen des législations de Fidji (G/VAL/N/1/FJI/1), de la Bulgarie (G/VAL/N/1/BGR/1) et du Liechtenstein (G/VAL/N/1/LIE/1). Il a poursuivi l'examen de la législation du Mexique (VAL/1/Add.25/Suppl. 1, 2 et 3) et de l'Inde (G/VAL/N/1/IND/2). Le Comité a été informé qu'un Membre, l'Argentine (G/VAL/N/1/ARG/1), avait indiqué, dans sa communication, que sa législation notifiée au titre de l'Accord relatif à l'évaluation en douane du Tokyo Round restait valable dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Le Comité a pris note de la communication de Fidji contenant les réponses de ce pays à la liste des questions (G/VAL/N/2/FJI/1). Le Comité a noté que 52 pays en développement avaient choisi de différer l'application de l'Accord conformément aux dispositions de l'article 20.1, et que, parmi ces pays, 28 devaient appliquer l'Accord d'ici au 1er janvier 2000 et 20 autres d'ici à la fin de l'an 2000. Il a été noté que la moitié de la période de transition, pendant laquelle les pays en développement devaient se préparer en vue de la mise en oeuvre de l'Accord, s'était écoulée.

A sa réunion du 25 octobre, le Comité a poursuivi l'examen des législations du Mexique et de l'Inde (G/VAL/W/8, G/VAL/W/14 et G/VAL/W/19), et a commencé l'examen de la législation de Singapour (G/VAL/N/1/SGP/1). Le Comité a noté que l'Islande avait notifié sa législation. Cependant, cette notification étant arrivée trop tard pour pouvoir être prise en compte à la présente réunion, elle serait examinée lors de la prochaine réunion du Comité. Le Comité a pris note de la communication de Singapour concernant les réponses de ce pays à la liste des questions (G/VAL/N/2/SGP/2). Le Comité a de nouveau noté la situation en ce qui concerne les pays en développement qui avaient différé l'application de l'Accord au titre de l'article 20.1. Avec la notification de la législation de mise en oeuvre de Singapour, le nombre de ces pays était actuellement de 51, parmi lesquels 27 devraient appliquer l'Accord d'ici au 1er janvier 2000 et 20 d'ici à la fin de l'an 2000.

iv) Renseignements sur l'application des décisions du Comité

Les renseignements sur l'application de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées et du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données (G/VAL/5), fournis par les Membres, sont résumés dans le document G/VAL/W/5/Rev.3/Corr.1. En décembre, une notification a été communiquée par la Slovénie concernant son application des Décisions; elle figure dans le document G/VAL/N/3/SVN/1.

V. MODIFICATIONS, INTERPRETATIONS ET RECTIFICATIONS DU TEXTE DE L'ACCORD

A sa première réunion, le 12 mai 1995, le Comité a adopté les décisions relatives à l'interprétation de l'Accord, préalablement adoptées par le Comité du Tokyo Round (G/VAL/M/1, paragraphes 66 et 67). Ces décisions sont reproduites dans le document G/VAL/5.

Le Comité est convenu de rectifier le texte espagnol de la Note interprétative relative à l'article premier de l'Accord au moyen d'un procès-verbal. Le Directeur général a établi un procès-verbal (document WT/Let/147) qui corrigeait officiellement ledit texte en incluant la correction "mantenimiento" en marge du texte authentique de l'Accord.

VI. AUTRES DECISIONS PRISES PAR LE COMITE

A sa première réunion, le 12 mai 1995, le Comité a adopté les autres décisions reproduites dans le document G/VAL/5. Le Comité a aussi adopté des décisions qui avaient été renvoyées au Comité, pour adoption, par les Ministres à Marrakech. Elles sont reproduites dans le document G/VAL/1. Aucune nouvelle décision n'a été adoptée pendant la période considérée.

VII. ASSISTANCE TECHNIQUE

L'assistance technique visant à aider les pays à prendre les mesures nécessaires pour appliquer l'Accord reste une activité prioritaire pour les Membres, le Comité de l'évaluation en douane et le Comité technique. Suite à la recommandation du Conseil du commerce des marchandises, le Comité a concentré son attention sur les activités d'assistance technique pendant la période considérée. Une proposition des Etats-Unis portant sur un rôle accru du Comité dans ces activités a été distribuée (G/VAL/W/18). Cela a motivé trois réunions informelles du Comité, tenues le 4 juin, le 11 juillet et le 26 septembre 1997. Il a été convenu à la réunion d'octobre que le Comité débattrait, de façon formelle et systématique, de l'assistance technique, en vue de contribuer à simplifier l'assistance technique et à l'adapter aux besoins particuliers de chaque pays en développement. Ces discussions auraient lieu lors des réunions formelles du Comité ainsi que lors de réunions informelles tenues à des dates et selon des modalités appropriées dans l'intervalle. Une demande de renseignements du Président concernant la mise en oeuvre de l'Accord a été distribuée aux Membres (G/VAL/11).

Des renseignements concernant les activités d'assistance technique figurent dans le document de travail G/VAL/8/Add.1 et Add.2, qui reproduit les renseignements contenus dans les documents 41.091 et 41.719 de l'OMD.

VIII. RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE DE L'EVALUATION EN DOUANE

Réunions du Comité technique

Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a rendu compte oralement, de façon détaillée, de la quatrième et de la cinquième sessions du Comité technique de l'évaluation en douane, tenues les 3-7 mars 1997 et 6-10 octobre 1997, respectivement.

Le Comité de l'évaluation en douane a pris note de ces rapports et a remercié le Comité technique du travail précieux qu'il accomplissait.

IX. CONSULTATIONS ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pendant la période considérée, les Communautés européennes (WT/DS53/1), la Norvège (WT/DS53/2) et la Suisse (WT/DS53/3) ont poursuivi leurs consultations avec le Mexique au titre de l'article 19 de l'Accord et conformément à l'article XXII:1 du GATT de 1994 et à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, au sujet de la Loi douanière mexicaine et de la Résolution établissant les règles générales relatives à l'application des dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain en matière de douane.

X. RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES (G/VAL/W/21)

Le Comité a adopté son rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises conformément aux dispositions de l'article 23 de l'Accord (G/L/205).

ANNEXE I

Renseignements sur les législations nationales

On trouvera ci-après la liste des références des documents³ contenant les lois, règlements, etc., nationaux et les réponses à la liste des questions (VAL/2/Rev.1 et Rev.2) reçus des Membres.

<u>Membre</u>	<u>Législation nationale</u>	<u>Réponses à la liste des questions</u>
Afrique du Sud	VAL/1/Add.15 + Corr.1 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/ZAF	VAL/2/Rev.1/Add.13
Argentine	VAL/1/Add.22 + Suppl.1-4 + Suppl.2/Rev.1 G/VAL/N/1/ARG/1	VAL/2/Rev.2/Add.4
Australie	VAL/1/Add.14 + Suppl.1-4 G/VAL/N/1/AUS/1	VAL/2/Rev.1/Add.12 + Suppl.1
Botswana	VAL/1/Add.16	Non reçues
Brésil	VAL/1/Add.20 + Suppl.1 G/VAL/N/1/BRZ/1	VAL/2/Rev.2/Add.3
Bulgarie	G/VAL/N/1/BGR/1	
Canada	VAL/1/Add.17 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/CAN/1	VAL/2/Rev.1/Add.14
Chypre	VAL/1/Add.26	VAL/2/Rev.2/Add.7
Communauté économique européenne	VAL/1/Add.2 + Suppl.1-13 + Suppl.1 G/VAL/N/1/EEC/1/Rev.1	VAL/2/Rev.1/Add.6
Corée, Rép. de	VAL/1/Add.19 + Suppl.1-4 + Suppl.2/Corr.1-2 + Suppl.3/Corr.1 G/VAL/N/1/KOR/1	VAL/2/Rev.2/Add.1 + Suppl.1
Etats-Unis	VAL/1/Add.1 + Suppl.1-5 G/VAL/N/1/USA/1	VAL/2/Rev.1/Add.1
Fidji	G/VAL/N/1/FJI/1	G/VAL/N/2/FJI/1
Hong Kong	VAL/1/Add.9 G/VAL/N/1/HKG/1	Sans objet
Hongrie	VAL/1/Add.6 G/VAL/N/1/HUN/1	VAL/2/Rev.1/Add.4
Inde	VAL/1/Add.24 + Suppl.1 G/VAL/N/1/IND/2	VAL/2/Rev.2/Add.6
Japon	VAL/1/Add.7 G/VAL/N/1/JPN/1	VAL/2/Rev.1/Add.8
Lesotho	VAL/1/Add.21 + Suppl.1	VAL/2/Rev.2/Add.2
Liechtenstein	G/VAL/N/1/LIE/1	
Macao	G/VAL/N/1/MAC/1	
Malawi	VAL/1/Add.27	

³Les documents dont la cote commence par "VAL" sont des documents qui ont été distribués dans le cadre du Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round.

<u>Membre</u>	<u>Législation nationale</u>	<u>Réponses à la liste des questions</u>
Mexique	VAL/1/Add.25 + Suppl. 1-3 + Suppl. 1/Rev. 1	VAL/2/Rev.2/Add.8
Nouvelle-Zélande	VAL/1/Add.12 + Suppl. 1 G/VAL/N/1/NZL/1	VAL/2/Rev.1/Add.10
Norvège	VAL/1/Add.11 + Corr. 1 + Suppl. 1-2 G/VAL/N/1/NOR/1	VAL/2/Rev.1/Add.7
Pologne	VAL/1/Add.28	
Rép. slovaque	VAL/1/Add.18 + Suppl. 1/Corr. 1-2 G/VAL/N/1/SVK/1	VAL/2/Rev.1/Add.15 + Suppl. 1
Rép. tchèque	VAL/1/Add.18 + Suppl. 1/Corr. 1-2 G/VAL/N/1/CZE/1	VAL/2/Rev.1/Add.15 + Suppl. 1 G/VAL/N/1/CZE/2
Roumanie	VAL/1/Add.8 + Suppl. 1-2 G/VAL/N/1/ROM/1	VAL/2/Rev.1/Add.9
Singapour	G/VAL/N/1/SGP/1	G/VAL/N/2/SGP/1
Slovénie	G/VAL/N/1/SVN/1	
Suisse	VAL/1/Add.5 G/VAL/N/1/CHE/1	Sans objet
Turquie	VAL/1/Add.29 G/VAL/N/1/TUR/1	
Zimbabwe	VAL/1/Add.23 G/VAL/N/1/ZWE/1	VAL/2/Rev.2/Add.5